



Rapport annuel 2024

PNUD Centrafrique



Rapport annuel 2024

PNUD Centrafrique

SOMMAIRE

Sigles et acronymes	04
Avant-propos.....	06
La RCA en quelques chiffres.....	08
Le positionnement stratégique du PNUD en RCA	10
Les zones de mise en œuvre des projets du PNUD en RCA en 2024	12
L'impact du PNUD en RCA en 2024 en quelques chiffres	14
Les principales réalisations et impact des interventions en 2024	16
• Stabilisation et consolidation de la paix	16
• Gouvernance et restauration de l'État de droit	28
• Environnement et Changement climatique	38
• Énergie	44
• Égalité de Genre	50
• Politique et planification stratégique	54
Les partenaires et ressources du PNUD en RCA en 2024	58

SIGLES ET ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices de Revenus	NIM (Projets)	Projets sous exécution nationale
ANE	Autorité Nationale des Élections	OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ANEA	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
CAFI	Central African Forest Initiative	OSC	Organisations de la Société Civile
CDN	Contributions déterminées au niveau national	PCH	Petite Centrale Hydroélectrique
CFW	Cash for Work	PDI	Personnes Déplacées Internes
CLPR	Comités Locaux de Paix et de Réconciliation	PIB	Produit Intérieur Brut
CPS	Cour Pénale Spéciale	PND	Plan National de Développement
CTD	Centre de Traitement des Données	PNDT	Politique Nationale de Décentralisation et du Développement Territorial
CVJRR	Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparations	PNDT	Politique Nationale du Développement du Tourisme
DDH	Défenseuses des Droits Humains	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
FONACAR	Fonds National pour la lutte contre le Changement Climatique en RCA	PTF	Partenaire Technique et Financier
FSI	Forces de Sécurité Intérieure	PIB	Produit Intérieur Brut
GEF	Global Environment Facility Fonds pour l'environnement mondial	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
GUFE	Guichet Unique de Formalités des Entreprises	RCA	République Centrafricaine
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point	RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	RONGDH	Réseau des ONG de Promotion et Défense des Droits de l'Homme en RCA
KOICA	Agence coréenne de coopération internationale	THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
LT-LEDS	Stratégie Nationale de Développement à faible émission de gaz à effet de serre	UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	VBG	Violences basées sur le Genre
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	VHF	Very High Frequency Très haute fréquence
MFB	Ministère des Finances et du Budget	VSBG	Violences sexuelles et basées sur le Genre
MISP	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique		
MPTF	UN Multi-Partner Trust Fund		

Consolider la trajectoire du Développement en RCA

La République Centrafricaine est résolument engagée sur la voie de la consolidation de sa trajectoire de développement, notamment en termes de restauration de la stabilité et de l'autorité de l'État, de renforcement de l'État de droit et d'amélioration progressive de la gouvernance économique et financière, en vue de répondre aux besoins des populations désireuses d'accéder à de meilleures conditions de vie. Dans cette perspective, pour le PNUD, l'année 2024 a été caractérisée par une accélération des interventions pour accompagner les efforts du Gouvernement en faveur de la promotion d'un développement socio-économique inclusif et durable.

En tant que principal organisme des Nations Unies pour le développement international, le PNUD a diversifié ses interventions en adéquation avec le Plan National de Développement (PND RCA 2024-2028). Ce plan, premier depuis la crise de 2013, vise à initier une transformation économique, sociale et environnementale tout en réduisant la pauvreté.

Le PNUD a notamment appuyé la réforme des finances publiques en partenariat avec le Ministère des

Finances, en vue d'accroître la mobilisation des recettes fiscales et douanières pour financer les investissements publics et soutenir la croissance à long terme.

L'année 2024 a également vu une accélération du Programme de Stabilisation, étendu aux régions Centre et Nord-Est du pays. Grâce à ce programme, l'accès aux services de base (éducation, santé, eau, énergie) a été amélioré, et d'importantes infrastructures ont été inaugurées par le Président de la RCA S.E. Pr. Faustin Archange Touadera, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Cheffe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et les partenaires du Programme. Par ailleurs, des actions conjointes avec l'OIM, le HCR, l'UNICEF et OCHA ont renforcé l'accompagnement des déplacés et des rapatriés, consolidant ainsi les acquis en matière de stabilisation et de sécurité.

En matière d'assistance électorale en RCA, le PNUD a soutenu la préparation des élections locales, qui verront l'élection de 2 008 conseillers municipaux et 180 conseillers régionaux.

Ces élections marquent une avancée vers la décentralisation et le développement local. Grâce au "Basket Fund" géré par le PNUD, des financements ont été mobilisés auprès des partenaires internationaux pour garantir des élections inclusives, transparentes et sécurisées.

Les enjeux environnementaux et climatiques restent une priorité. Le PNUD, en collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires, œuvre pour la conservation de la biodiversité et la protection des forêts. En 2024, le plaidoyer mené par le PNUD a permis de relancer le dialogue avec CAFI, aboutissant à l'octroi de 10 millions de dollars pour la mise en œuvre d'un projet intégré REDD+, avec le PNUD comme agence d'exécution et agence fiduciaire.

Dans le cadre du renforcement de l'État de droit, le PNUD a soutenu, avec la MINUSCA, la justice transitionnelle, notamment via l'appui à la Cour Pénale Spéciale et aux juridictions ordinaires. Ces efforts ont contribué à lutter contre l'impunité des crimes graves commis depuis 2013 et à renforcer la protection des droits humains.

Enfin, le PNUD a poursuivi l'amélioration



de sa gouvernance interne pour accroître son efficacité et son impact. À travers ces actions, l'organisation réaffirme son rôle de partenaire stratégique aux côtés du gouvernement et des acteurs du développement.

Les différents résultats consignés dans ce rapport sont l'occasion d'exprimer ma gratitude à l'endroit du Gouvernement de la RCA et de tous les partenaires (Système des Nations Unies, Organisations multilatérales et bilatérales, Institutions Financières Internationales, Organisations de la Société Civile, Secteur privé) pour la confiance renouvelée au PNUD, ainsi que pour les efforts communs consentis afin d'accompagner le pays sur la trajectoire d'un développement plus durable, transformatif et plus inclusif.

Jean-Luc STALON
Représentant Résident
PNUD Centrafrique

LA RCA EN QUELQUES CHIFFRES



6,4 millions

Population totale en 2023, (51% de femmes et 49% âgés de moins de 18 ans).



68,8% des Centrafricains

Vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2021.



10,6%

Taux de pénétration internet en 2023.



36%

Taux de sous-emploi en 2022.



41% de la population

Était en situation d'insécurité alimentaire aigue en 2023.



0,671

Indice d'inégalité du genre en 2022.



0,387

Indice de Développement Humain (2022). La RCA classée 191ème sur 193 pays.



57,7%

Ratio dettes publiques/ PIB (2023).



36%

Taux d'accès à l'eau potable en 2022.



0,7%

Taux de croissance du PIB réel en 2023.



42,2%

Taux d'urbanisation (2020) avec la capitale Bangui abritant environ 41 % de la population urbaine totale.



68%

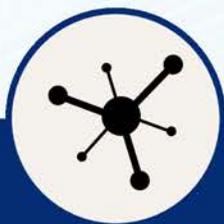
Taux d'analphabétisme chez les femmes contre 42% chez les hommes (2022).



8%

Taux d'accès à l'électricité en 2022.

LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DU PNUD EN RCA



TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET PARTICIPATION CITOYENNE

- ✓ Appui aux Élections
- ✓ Décentralisation
- ✓ État de droit et réforme du secteur de la Justice
- ✓ Réforme du secteur de la Sécurité
- ✓ Réforme des Finances Publiques et Mobilisation des ressources domestiques
- ✓ Égalité de Genre
- ✓ Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)



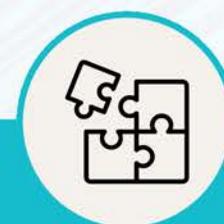
RELÈVEMENT, STABILISATION ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

- ✓ Accès aux Services de base
- ✓ Revitalisation de l'économie locale
- ✓ Entreprenariat / Autonomisation économique des populations vulnérables
- ✓ Cohésion sociale
- ✓ Protection sociale
- ✓ Formation/ Alphabétisation
- ✓ Réhabilitation des infrastructures socio-économiques
- ✓ Soutien au déploiement de l'Administration locale



ENVIRONNEMENT, ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

- ✓ Gestion durable des ressources naturelles (eau, forêt, sol)
- ✓ Changement climatique
- ✓ Accès à l'Énergie (Renouvelable, Hydroélectrique)
- ✓ Agroforesterie
- ✓ Biodiversité
- ✓ Finance carbone

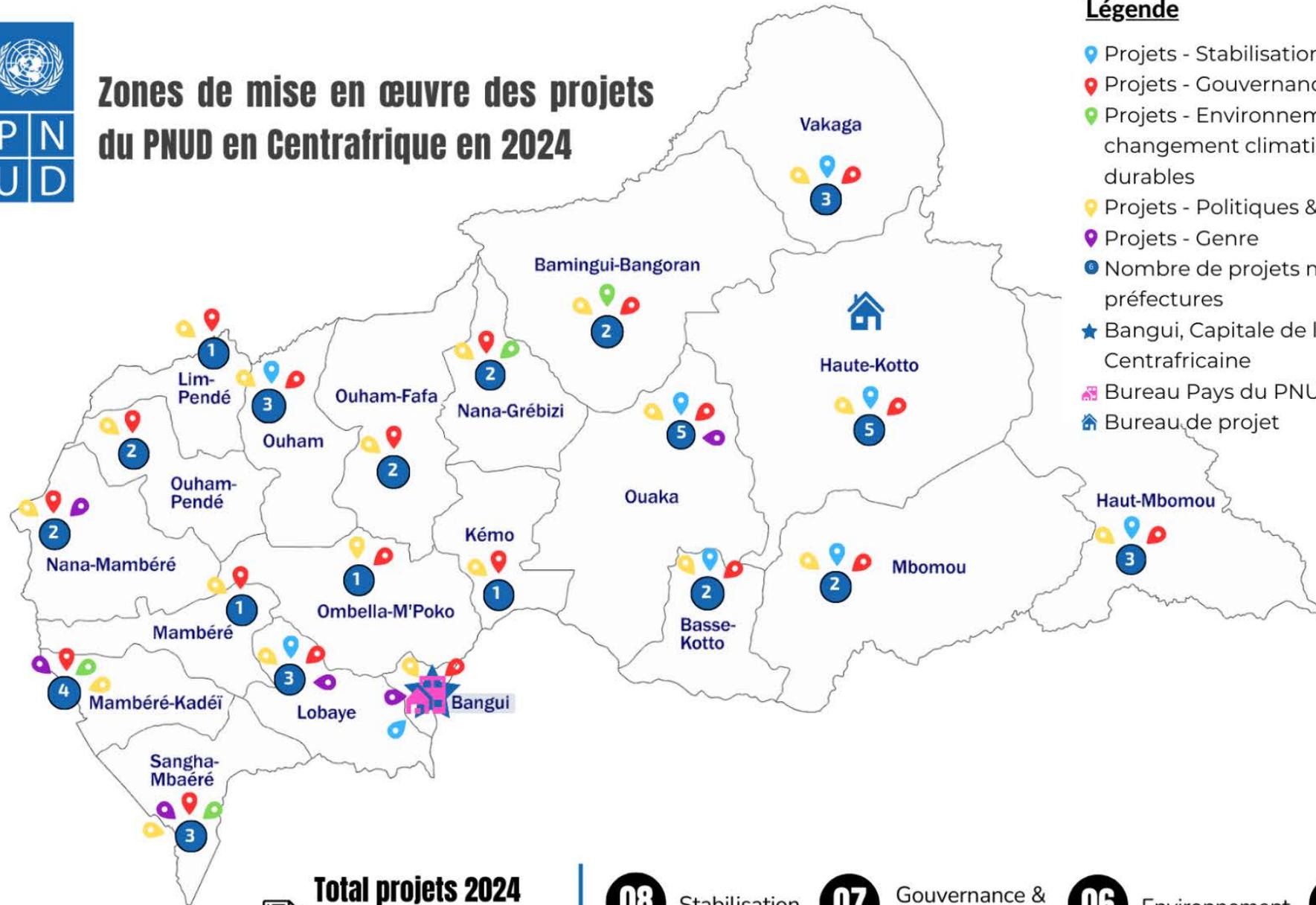


APPUI AUX POLITIQUES ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

- ✓ Élaboration du Plan National de Développement (PND RCA 2024-2028)
- ✓ Réforme des Finances Publiques pour la mobilisation des ressources domestiques
- ✓ Formulation du Document de politique nationale de décentralisation et du développement territorial (PNDDT)
- ✓ Élaboration du Rapport National sur le Développement Humain 2023 (RNDH 2023)
- ✓ Élaboration de la Stratégie nationale des solutions durables 2024-2028



Zones de mise en œuvre des projets du PNUD en Centrafrique en 2024



Légende

- Projets - Stabilisation
- Projets - Gouvernance
- Projets - Environnement, lutte contre le changement climatique & énergies durables
- Projets - Politiques & stratégies
- Projets - Genre
- Nombre de projets mis en œuvre par préfectures
- Bangui, Capitale de la République Centrafricaine
- Bureau Pays du PNUD en RCA
- Bureau de projet

Total projets 2024
23 Projets mis en œuvre

08 Stabilisation **07** Gouvernance & Genre **06** Environnement **02** Politiques & Stratégies

Nos partenaires
 (par ordre alphabétique)



L'IMPACT DU PNUD EN RCA EN 2024 EN QUELQUES CHIFFRES

7 327 354 USD mobilisés pour les élections locales.

500 000 nouveaux électeurs et électrices enrôlés.

2 669 agents de l'ANE formés.

01 verdict de procès rendu et 06 dossiers majeurs bouclés par la CPS.

2 254 personnes soutenues ont eu accès à la justice (96% de femmes).

2 185 cas de VSBG traités et jugés.

02 bâtiments des Forces de Sécurité Intérieure réhabilités.

53 cadres de la Police nationale centrafricaine formés.

05 stations radios VHF installées pour les Forces de Sécurité Intérieure.

90 947 personnes ont accès aux services de base (51% de femmes).

04 Documents clés de politiques nationales appuyés, y compris le PND 2024-2028.

+ 35,29% de hausse des recettes domestiques.

2 822 enfants et adolescents ont accès à l'éducation de base (54% de femmes).

2 697 personnes formées en alphabétisation (76% de femmes).

04 centres d'alphabétisation construits et équipés.

02 centres de formation en menuiserie construits et équipés.

24 enseignants déployés en milieu rural.

828 bénéficiaires de soins médicaux gratuits (54% de femmes).

403 emplois temporaires à court terme créés (32% de femmes).

03 chaînes de valeur agricoles développées aux fins de commerce.

3 249 bénéficiaires soutenus pour mener des AGR (91% de femmes).

06 Comités Locaux de Paix et de Réconciliation renforcés.

1 225 personnes formées et sensibilisées sur la gestion des conflits et les VBG.

56 Organisations de la Société Civile et réseaux des défenseuses des droits humains renforcés.

10 forages et 08 châteaux d'eau construits.

02 marchés réhabilités dans les zones rurales affectées par la crise.

05 mini centrales photovoltaïques fonctionnelles installées.

88 lampadaires installés pour l'éclairage public en milieu rural.

56 737 bénéficiaires ruraux ont eu accès à l'énergie solaire (53% de femmes).

6 737 personnes bénéficiaires directes des mécanismes en faveur de la biodiversité (70% de femmes).

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

STABILISATION ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

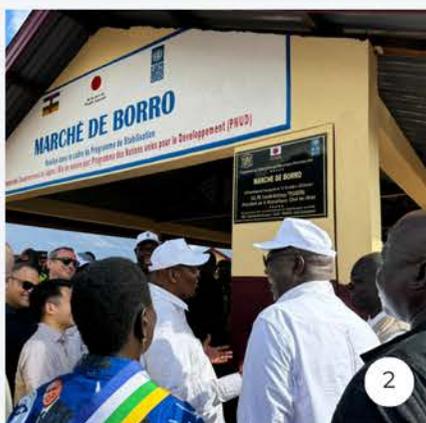
Dans le domaine du relèvement et de la consolidation de la paix, les interventions du PNUD dans le cadre du Programme de Stabilisation en RCA, lancé en 2023, visent à prévenir une rechute dans la violence et à soutenir les communautés vulnérables, y compris les personnes déplacées, les retournés, les femmes, les jeunes et les ex-combattants. Initialement axé sur la région du nord-est proche du Soudan, le programme de stabilisation s'étend désormais à la région du centre-nord limitrophe du Tchad. Ce programme, prioritaire pour le Gouvernement, est crucial pour la stabilité au niveau national et régional et bénéficie de l'accompagnement des partenaires techniques et financiers tels que la KOICA, le Gouvernement de la République de Corée, le Japon, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, le Peace Building Fund et l'Internal Displacement Solutions Fund.

Les interventions du PNUD dans les zones largement affectées par les crises successives, couplées avec les améliorations progressives en matière de sécurité, ont permis d'enregistrer des progrès significatifs en 2024 en termes d'accès aux services sociaux de base, de renforcement de la revitalisation économique locale et de promotion de la cohésion sociale.

Amélioration de l'accès inclusif aux services sociaux de base

Les interventions du PNUD en 2024 pour l'expansion des services sociaux de base englobent l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, ainsi que l'amélioration de la mobilité et de l'inclusion des populations isolées grâce à la réhabilitation et à la construction d'infrastructures communautaires essentielles.

Des résultats significatifs ont été obtenus dans le domaine de l'éducation de base grâce au déploiement de personnels clés par le PNUD pour assurer la fourniture des services fondamentaux, parallèlement aux travaux de construction de sept infrastructures qui sont en cours. Au premier et au second trimestre de l'année, 24 enseignants (trois femmes et 21 hommes) ont été mobilisés dans la localité de Sam-Ouandja, répartis entre 17 écoles primaires et six écoles secondaires, et s'investissent pleinement dans la démarche d'apprentissage et la dynamique de mobilisation des enfants et des parents.



Photos 1, 2 & 3 : Inauguration par le Président de la République Centrafricaine, en présence des partenaires (Japon, KOICA, Union européenne, MINUSCA, Banque Africaine de Développement) du building administratif moderne, d'un centre d'alphabétisation et du marché de Borro. Ces infrastructures ont été reconstruites à Bossangoa (nord-ouest de la RCA), dans le cadre du Programme de Stabilisation de la RCA mis en œuvre par le PNUD, dans l'objectif de renforcer les services publics, la cohésion sociale et revitaliser l'économie locale de cette région durement touchée par les crises.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

STABILISATION ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Au total, **2 822** élèves sont inscrits dans les écoles du fondamental 1 et au collège dont 1514 filles, représentant 54% des effectifs. La prise en charge de ses enseignants est entièrement financée par le PNUD sur 02 années scolaires ; à savoir 2023-2024 et 2024-2025.

Par ailleurs, dans le cadre du **renforcement de l'alphabétisation des adultes**, 04 bâtiments (au total 12 salles de classe) équipés en tables bancs, divers mobiliers et en système d'éclairage solaire ont été construits pour servir de centres d'alphabétisation à Mboko et Boeing (Bangui), Mbaiki et Bossangoa. Ces centres pourraient servir en journée pour désengorger certaines écoles ou collèges de proximité, les sessions d'alphabétisation destinées aux apprenants adultes n'étant organisées qu'en soirée. Au total **2 697 personnes dont 2 049 femmes (76%), ont été formées en alphabétisation** sur des modules incluant la lecture, l'écriture et l'arithmétique de base.

Dans le domaine de la santé, le PNUD a lancé en 2024 la construction et la réhabilitation de 03 centres qui devraient s'achever en 2025. Parallèlement, toujours dans le cadre de l'accélération des efforts de stabilisation en RCA, le PNUD a œuvré à la mobilisation des compétences et des ressources de la diaspora centrafricaine pour apporter leur contribution au processus de relèvement du pays. A cet effet, le PNUD a soutenu la mobilisation et le déploiement des 10 professionnels de la santé issus de la diaspora médicale en provenance de la France, des USA, de la Belgique et de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'une large campagne de soins gratuits qui a consisté en **des consultations médicales pour 828 bénéficiaires** dont 453 femmes à Bangui, dans les domaines de l'infectiologie, de la cardiologie, de la neurologie, de l'ophtalmologie et de la médecine générale. Par ailleurs, 150 professionnels de la santé ont bénéficié d'un renforcement de capacités et d'échanges d'expériences dans le cadre du transfert des compétences.

Le PNUD a également amélioré l'accès à l'eau potable dans plusieurs localités avec la construction de **10 forages** pour la plupart dotés de pompes motorisées solaires et **08 châteaux d'eau** construits pour améliorer l'accès à l'eau potable pour **40 000 personnes** dans les localités de Bossangoa, Ndélé et Kaga-Bandoro. Les comités de gestion des infrastructures, composés des membres des communautés locales, sont formés par l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA) et le PNUD, afin de garantir la

maintenance et la pérennité des ouvrages.

Dans le domaine du développement des infrastructures essentielles de base, hormis les écoles et les centres de santé en construction, le PNUD a procédé en 2024 à la réhabilitation et à l'équipement d'un bâtiment administratif à Bossangoa pour améliorer les conditions de travail des autorités locales afin de mieux servir les populations locales. La mairie de Bria et la Direction générale de l'urbanisation et de l'habitat ont bénéficié de la remise de matériels roulants et équipements de bureau pour renforcer leur capacité opérationnelle, en particulier pour soutenir les travaux d'assainissement de la ville et le lotissement des terrains. Ces infrastructures et équipements, en favorisant la mobilité et l'accès à des services essentiels pour les populations rurales, posent les jalons d'une **inclusion sociale durable**.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

2 822

enfants et adolescents, dont 514 filles (54%) ont accès à l'éducation de base.



828 bénéficiaires dont 453 femmes (54%) ont bénéficié de soins médicaux gratuits



24 enseignants déployés pour couvrir les besoins en éducation de base en milieu rural.



4 centres d'alphabétisation construits et entièrement équipés.



2 697 personnes, dont 2 049 femmes (76%) formées en alphabétisation sur des modules incluant la lecture, l'écriture et l'arithmétique de base.

1

bâtiment administratif réhabilité et équipé.

10 forages et **08** châteaux d'eau construits pour améliorer l'accès à l'eau potable pour **40 000** personnes



Vers la revitalisation de l'économie locale

QUELQUES
CHIFFRES CLÉS

88 207

personnes bénéficiaires de 02 marchés réhabilités à M'baïki et Bossangoa.



403 emplois temporaires à court terme créés pour les personnes vulnérables.



02 centres de formation en menuiserie construits et équipés pour accueillir les jeunes apprenants de métier.



2 719 bénéficiaires, dont 142 ex-combattants formés sur le leadership, l'entrepreneuriat, la gestion des AGR et les normes HACCP.



2 319 bénéficiaires dont 91% de femmes soutenus pour mener des AGR dans trois secteurs clés (production agricole, transport, construction).



04 chaînes de valeur agricoles développées aux fins de commerce (maïs, mangue, café, miel).

L'appui du PNUD en faveur de la revitalisation de l'économie locale pour une croissance forte et durable qui profite à tous repose sur l'amélioration du bien-être et l'augmentation des revenus de la population, notamment des jeunes, des femmes, des déplacés internes, des retournés et des ex-combattants, à travers la mise en place au niveau local, (i) d'infrastructures et d'équipements socioéconomiques qui répondent aux besoins de base, (ii) par le développement d'activités économiques génératrices de revenus et (iii) par la promotion de l'emploi indépendant, de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise. Ainsi le PNUD a procédé en 2024 à la construction de 2 marchés à M'baïki et à Bossangoa, bénéficiant à 88 207 personnes et à tous les opérateurs des filières : producteurs, commerçants et transformateurs.

Le marché de M'baïki comprend 25 kiosques et celui de Bossangoa 16 kiosques et 49 étals dans un hangar couvert. Le fonctionnement de ces marchés permet de soutenir le développement économique local en créant des espaces sûrs pour le commerce et l'entrepreneuriat local; ce qui représente ainsi une opportunité d'emplois et de revenus, spécialement pour les femmes et les jeunes.

Le PNUD a également procédé à la construction d'une gare routière à Bria, permettant ainsi d'améliorer la mobilité des personnes et des biens. Officiellement remise aux autorités locales en février 2025, il est attendu que de nombreuses activités se déroulent quotidiennement à cette gare routière en plus de celles directement liées au transport de voyageurs : petit commerce, restauration, lavage de véhicule, réparation de véhicule, entre autres. La population totale de Bria, à savoir 109 027 personnes pourront bénéficier des services offerts par la gare, y compris les personnes déplacées internes qui sont plus nombreuses à Bria

Dans le but d'accompagner le Gouvernement à résorber le sous-emploi au niveau local, en 2024, le PNUD a permis à 2 319 bénéficiaires dont 2 104 femmes (soit 91%) de mener des activités génératrices de revenus (AGR) en stimulant la production, la transformation et la commercialisation dans trois secteurs clés (production agricole, transport, construction). Ainsi, des équipements de production et de transformation et des kits d'installation ont été fournis à 19 groupes communautaires, soit 522 bénéficiaires à Bria; à 30 groupements d'apiculteurs, soit 60 bénéficiaires à Bria; et à 08 grands groupements de femmes, soit 1 737 femmes bénéficiaires à Ndélé et Kaga-Bandoro. Au total 04 chaînes de valeur agricoles ont été développées aux fins de commerce (maïs, mangue, café, miel).

A côté des AGR, le PNUD a soutenu le développement d'emplois temporaires à court terme, pour 403 personnes vulnérables dont 123 femmes (soit 30%), y compris les déplacés internes (PDI), les retournés, les ex-combattants et les communautés hôtes, qui sont bénéficiaires des initiatives de Cash for Work (CFW) et de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO). Les initiatives THIMO tout en générant du revenu pour les populations ont permis la réhabilitation de 4,3 km de routes rurales, la construction et l'entretien de différentes infrastructures communautaires, le lotissement des terres pour les ménages de retournés, etc. Ces initiatives ont permis de réduire la maintenance et la pérennité des ouvrages.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

STABILISATION ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Dans le domaine du développement des infrastructures essentielles de base, hormis les écoles et les centres de santé en construction, le PNUD a procédé en 2024 à la réhabilitation et à l'équipement d'un bâtiment administratif à Bossangoa pour améliorer les conditions de travail des autorités locales afin de mieux servir les populations locales. La mairie de Bria et la Direction générale de l'urbanisation et de l'habitat ont bénéficié de la remise de matériels roulants et équipements de bureau pour renforcer leur capacité opérationnelle, en particulier pour soutenir les travaux d'assainissement de la ville et le lotissement des terrains. Ces infrastructures et équipements, en favorisant la mobilité et l'accès à des services essentiels pour les populations rurales, posent les jalons d'une **inclusion sociale durable**.

Renforcement de la cohésion sociale

Grâce à une analyse des conflits, réalisée en mars 2024, le PNUD a pu identifier les principales sources de tensions, notamment les conflits politico-religieux, les litiges fonciers et les violences intercommunautaires historiques, affectant particulièrement les personnes rapatriées et les minorités religieuses marginalisées. Les résultats de cette analyse ont fait ressortir les défis persistants et les tensions non résolues dans des zones encore sensibles, liés à l'expropriation des terres et des biens, l'exclusion des espaces économiques, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de réconciliation.

Le PNUD a organisé des activités de renforcement des capacités de **06 Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR)** dans 06 régions de la République Centrafricaine (Bria, Bambari, Bouar, Bossangoa, Kaga-Bandoro, et Birao), réunissant 269 participants dont 75 femmes, issus des PDI, des retournés, des réfugiés, des communautés hôtes, des femmes médiatrices, des jeunes, des autorités locales, des leaders communautaires et religieux et de la société civile. Les formations ont porté sur l'analyse et la gestion des conflits, la consolidation de la paix, en précisant les rôles des CLPR en tant que médiateurs communautaires, en privilégiant des outils comme la médiation, la négociation et le dialogue inclusif. Les CLPR ont été formés pour mieux comprendre les contextes et les dynamiques des conflits, en abordant des enjeux locaux tels que les conflits fonciers, l'accès à l'eau, les tensions liées à la transhumance, et les tensions électorales en vue des élections de 2025.

Chaque CLPR a reçu des kits de fournitures pour améliorer leur efficacité opérationnelle et la documentation de leurs activités.

Par ailleurs, 115 bénéficiaires dont 66 femmes ont été formés sur la médiation des conflits communautaires et la lutte contre les discours de haine et la violence basée sur le genre (VBG). De plus, **841 personnes ont été sensibilisées autour du thème "Investir ensemble dans la résolution pacifique des conflits"**. À travers des discours et diverses activités, le PNUD a encouragé des approches non violentes pour résoudre les différends, illustrées par le slogan "Si vous voulez la paix, travaillez pour la paix". Cet événement a également proposé des matchs de football et des activités culturelles pour renforcer l'unité et promouvoir la collaboration au sein de la communauté.

Au total 07 sessions de renforcement de capacité sur la gestion de conflit et cohésion sociale ont été organisées. Grâce à la diffusion des émissions sur la paix et la cohésion sociale diffusées par la radio locale réhabilitée avec l'appui du PNUD, environ **40 000 personnes à Obo et Mboki ont opté pour une coexistence pacifique**. Toutes ces activités ont permis de poser les bases d'une approche intégrée et inclusive pour répondre aux défis internes et promouvoir un environnement pacifique dans les différentes régions.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

1225

personnes formées et sensibilisées sur la gestion des conflits et les VBG.



07 sessions de renforcement de capacité sur la gestion de conflit et cohésion sociale organisées.



Environ **40 000** personnes ont opté pour une coexistence pacifique grâce aux émissions sur la paix et la cohésion sociale diffusées à travers la radio.



06 Comités Locaux de Paix et de Réconciliation dans 06 régions de la RCA renforcés.

Témoignages de bénéficiaires

« L'alphabétisation, c'est la liberté. C'est la clé de notre avenir. Je ne me contente pas d'apprendre à lire et à écrire, je me réapproprie ma vie »



La vie de Digwan Clarisse, une mère courage de huit enfants, a radicalement changé grâce au centre d'alphabétisation récemment construit à Bossangoa par le PNUD avec le soutien précieux du Japon. Dans un pays où 70 % de la population lutte avec l'analphabétisme, ce centre représente bien plus qu'un simple bâtiment : il est un phare d'espoir.

Avant de suivre les cours d'alphabétisation, **Clarisse** se sentait invisible et impuissante. « *Je ne pouvais pas lire l'ordonnance pour mon enfant malade, ni même écrire mon propre nom* », confie-t-elle. Son histoire s'aligne profondément avec la réalité de nombreuses femmes et familles en RCA.

Grâce aux compétences acquises, **Clarisse** croit désormais en la promesse d'un avenir meilleur. Les yeux pétillants de détermination, elle se confie sur la promesse incarnée par le centre d'alphabétisation : « *Je vois un avenir meilleur pour mes enfants et moi-même. C'est notre chance de construire une vie meilleure* ».

Renaissance du Marché de Boro : Un Pilier de l'Économie et de la Cohésion Sociale à Bossangoa



Le marché de Boro - Avant

Depuis sa réouverture, le Marché de Boro a retrouvé son dynamisme d'antan. Grâce à l'éclairage solaire, les activités commerciales se prolongent désormais au-delà de 18 heures, renforçant la productivité et la sécurité.

Le gouverneur de la région de Yadé, **Barthélémy WILIKON**, a salué cet engagement collectif : « *Le Marché de Boro est entièrement rénové par le PNUD, et les activités commerciales s'y déroulent bien. Nous sommes satisfaits de cet effort conjoint entre l'État, le PNUD et la population* ».

Annie NAMBEYA, une commerçante du marché, exprime sa reconnaissance : « *Avant le Marché de Boro était un grand marché de la ville mais les conséquences des crises que nous avons traversées ont complètement ralenti ses activités à la suite du déplacement de la plupart des commerçants et la destruction des boutiques et des étales. Aujourd'hui, avec cette rénovation, nous sommes sur la bonne voie pour retrouver le dynamisme de ce marché car les commerçants qui avaient quitté Bossangoa à cause de la crise commencent à revenir et reprennent leurs activités* ».



Le marché de Boro - Après

Le Marché de Boro est aujourd'hui bien plus qu'un simple lieu d'échanges commerciaux. Il incarne la résilience de Bossangoa face à l'adversité et illustre le potentiel de la coopération entre les communautés, les autorités locales et les partenaires internationaux.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

STABILISATION ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Quelques moments clés en photos



Lancement par le Président de la RCA du projet de modernisation des services d'état civil à Bossongoa, financé par l'Union européenne, pour faciliter l'accès aux documents essentiels, en priorité pour les nouveau-nés et les jeunes.



Des apprenantes posant devant le Centre d'alphabétisation de Bossongoa construit dans le cadre du Programme de Stabilisation de la RCA et financé par le Gouvernement du Japon.



Inauguration par M. Félix Moloua, Premier Ministre de la RCA, de deux centres de métiers de bois destinés à former 100 jeunes par année et financés par le Gouvernement japonais.



Inauguration de 25 kiosques constituant l'extension du marché de Mbaiki par M. Bruno Yapande, Ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local et M. Jean-Luc Stalon, Représentant résident du PNUD. Objectif : placer les communautés au cœur de la revitalisation de l'économie locale.



Des groupements apicoles de Bria (nord est RCA) formés en techniques de production du miel dans le cadre du projet Diaspora soutenu par la BAD et le PNUD. Objectif : leur permettre d'augmenter leur production et améliorer la qualité de leur miel, en pratiquant une apiculture durable, productive et respectueuse de l'environnement.



Lancement par M. Richard Filakota, Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, M. Mamady Souare, Représentant de la BAD en RCA, M. Jean Luc Stalon, Représentant résident du PNUD de 2 projets financés par la BAD pour répondre aux besoins urgents des populations du nord-est de la RCA (Haute-Kotto & Vakaga).



Visite des activités du projet de renforcement de la résilience et soutien au développement économique inclusif des populations vulnérables en RCA, financé par le Gouvernement du Japon par M. Aoki Shun, Second Secrétaire de l'Ambassade du Japon pour la RCA et le Cameroun.



Lancement des travaux d'aménagement du site de relocalisation des communautés retournées de Cobobolo nord-est RCA), dans le cadre du projet d'appui aux Solutions durables. Projet soutenu par MPTP/IDSF.



24 enseignants (primaire & secondaire) déployés à Sam Ouandja pour le compte de l'année scolaire 2024-2025, avec l'appui du PNUD et de la KOICA dans le cadre du Programme de Stabilisation. Sur la photo, Mme Mamita K, institutrice, heureuse de retrouver ses élèves pour une nouvelle année scolaire.

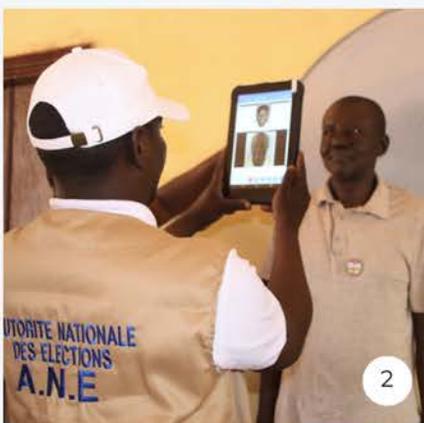


La Diaspora médicale au service de la Santé en RCA : le PNUD et la BAD ont soutenu la mobilisation et le déploiement de 10 professionnels centrafricains de la santé venant de France, des USA, de la Belgique et de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'une large campagne de soins gratuits qui a mobilisé 828 bénéficiaires, 453 bénéficiaires étant des femmes.



Formation des leaders communautaires, femmes, jeunes, et autorités locales de Sam Ouandja sur les causes et moyens de résolution des conflits pour consolider la paix entre les communautés. Formation appuyée par la KOICA.

GOVERNANCE ET RESTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT



Photos 1, 2 & 3 : Lancement par le Président de la RCA de la révision du fichier électoral. Tou(te)s les Centrafricain(e)s en âge de voter ont été invité(e)s à se rendre dans les centres d'enregistrement de leur arrondissement pour vérifier, modifier leurs informations ou s'inscrire en vue des prochaines élections locales.

En 2024, les interventions du PNUD dans le domaine de la gouvernance ont porté sur 03 secteurs qui sont des priorités majeures pour le Gouvernement de la RCA : l'appui aux élections locales, l'appui à l'État de droit à travers la réforme des secteurs de la Justice et de la Sécurité, et l'appui à la réforme des Finances Publiques.

Appui aux Élections locales

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

2669

agents de l'autorité nationale des élections (ANE) ont été formés à l'utilisation des logiciels mis à jour.



7,327,354 USD ont été mobilisés grâce au plaidoyer stratégique du PNUD pour les élections locales



3300 kits sont opérationnels pour assurer le recensement des électeurs.



Plus de **570 000** nouveaux électeurs et électrices ont été enrôlés.



02 solutions numériques ont été mises à jour - le logiciel d'enregistrement des électeurs ainsi que le logiciel de traitement des données.

02 entrepôts ont été réhabilités au centre de traitement des données (CTD) et à l'aéroport de Bangui M'Poko pour la sécurisation et le stockage des kits d'enregistrement et autres matériels électoraux



Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

GOUVERNANCE ET RESTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT

La République centrafricaine s'apprête à organiser des élections locales en 2025. Elles seront les premières élections locales compétitives de l'histoire du pays depuis l'indépendance. Les dernières élections municipales ont eu lieu en 1988 sous la période du parti unique et les conseils municipaux élus ont été dissous un an après, en 1989. Depuis lors, les communes sont administrées par des Délégations spéciales dont les membres sont nommés par décret. Ces élections représenteront une opportunité unique dans la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA de 2019. Elles constitueront une réponse aux causes profondes des crises que connaît le pays depuis plusieurs années et seront un indicateur des progrès dans les domaines de la participation politique inclusive, la restauration de l'autorité de l'État, la gouvernance démocratique et le développement local jusque dans les territoires les plus marginalisés.

L'année 2024 a été une année charnière dans la préparation de ces élections. Les opérations de révision du fichier électoral ont été lancées au mois de novembre en vue de la prise en compte notamment des nouveaux majeurs, des électeurs omis des listes électorales de 2020, des personnes déplacées et des réfugiés. Le PNUD a appuyé la révision du fichier électoral à travers l'acquisition de matériels (formulaires, kits d'enrôlement et moyens roulants) pour 4 300 centres d'inscription et des consommables pour l'impression des listes électorales et procédé au paiement des agents électoraux dans l'aire opérationnelle 1.

Une assistance technique a également été apportée au Centre de traitement des données (CTD) de l'Autorité Nationale des Élections (ANE) dans le cadre de l'équipe d'assistance électorale intégrée avec la MINUSCA, de même 01 entrepôt a été réhabilité au CTD pour la sécurisation et le stockage des tablettes et 01 entrepôt réhabilité au sein de l'aéroport de Bangui M'Poko pour l'entreposage et la sécurisation des formulaires, kits d'enrôlement et autres matériels électoraux. Enfin, les logiciels d'enrôlement des électeurs et de traitement des données, essentiels à la constitution du fichier électoral, ont été mis à jour grâce au soutien du PNUD, suivi de la formation de 2 669 agents tablettes, superviseurs et administrateurs à l'utilisation de ces logiciels.

L'appui du PNUD a eu pour résultat tangible le démarrage effectif des opérations de révision du fichier électoral se traduisant par l'enrôlement de

plus de 570 000 nouveaux électeurs et électrices, soit un taux de près de 98% lors de la première phase de la révision du fichier électoral dans 2 469 centres d'inscription de 11 préfectures en prélude à l'organisation des élections locales et générales. L'appropriation nationale de la planification et de la conduite des processus électoraux a été améliorée à travers notamment la formation et le déploiement de 7 568 agents électoraux préposés pour la révision du fichier électoral.

Au-delà des contraintes opérationnelles et sécuritaires, la planification des opérations électorales en RCA a cependant été rendue difficile par l'indisponibilité des ressources. C'est dans ce contexte que, pour la seule année 2024, le PNUD a pu mobiliser 7,327,354 USD de financement pour les élections locales avec des contributions du Gouvernement centrafricain, de la MINUSCA, de l'Union européenne, de la France, du Cameroun, de l'Italie, du Canada et de la Suisse, grâce à des réunions stratégiques régulières avec les autorités et des discussions suivies avec les donateurs.

La participation citoyenne et l'inclusivité figurent parmi les principaux défis à relever pour les élections locales. La RCA dispose aujourd'hui d'un fichier électoral jugé fiable et qui contient 1 858 236 électeurs dont 46.67% de femmes. Ce fichier sera mis à jour à la fin du processus d'enrôlement en cours.

Réforme des Finances Publiques et amélioration de la mobilisation des ressources domestiques

QUELQUES CHIFFRES CLÉS | **+ 35,29%** de hausse du montant annuel des recettes domestiques collectées.



04 plateformes numériques ont été développées visant à renforcer l'efficacité des finances publique et à lutter contre la corruption et la fraude.



20 agents relevant des différents services du MFB, dont 50% de femmes, ont été formés à l'utilisation des nouveaux services digitaux développés.

Dans le domaine de la **gouvernance administrative** notamment la réforme des Finances Publiques au moyen de la dématérialisation et de la digitalisation, les appuis du PNUD ont permis la mise en place de nombreuses plateformes dans le but d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité du système de collecte des recettes domestiques afin d'accroître les ressources internes, ainsi que de promouvoir une gestion durable et saine des finances publiques.

Sous la coordination du Ministère des Finances et du Budget, les actions du PNUD en synergie avec d'autres partenaires tels que la Banque Mondiale, l'UE et la Banque Africaine de Développement, ont permis de réaliser des progrès considérables en termes de collecte des recettes propres en RCA. En effet, le niveau des recettes domestiques collectées a connu un accroissement de 35,29% de décembre 2023 à décembre 2024, en grande partie grâce à l'opérationnalisation des plateformes E-tax et Mission des Documents Sécurisés qui ont permis l'élargissement de l'assiette fiscale.

Grâce à l'appui du PNUD, des équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, scanners, onduleurs, etc.), y compris des serveurs pour l'hébergement ont été acquis pour faciliter l'opérationnalisation des plateformes développées et permettre l'interconnexion entre les différents ministères et les institutions qui procèdent à des collectes de recettes publiques. Pour assurer un contrôle exclusif des données, les serveurs E-tax et Documents sécurisés sont hébergés au Ministère des Finances et du Budget (MFB).

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité administrative, le PNUD a également appuyé la **dématérialisation** et la **transformation numérique** effective du Cabinet du MINFIB à travers le développement et l'opérationnalisation de la plateforme E-Cabinet. Plusieurs services digitaux ont été développés dans le cadre du E-Cabinet : (i) la gestion des courriers entrants et sortants; (ii) la gestion des parafeurs; (iii) la gestion des courriers électroniques; (iv) l'archivage électronique des documents; (v) la mise en place d'un Data Center. Ces outils apportent une plus grande efficacité au MFB dans le traitement des données comptables avec une baisse des coûts non négligeable, et jouent un rôle moteur en matière de lutte contre la corruption, de prévention et d'identification des risques et des fraudes. 20 agents relevant

des différents services du MFB (secrétariat commun du MFB, secrétariats particuliers du Ministre et du directeur de Cabinet, et secrétariats des directions générales des régies), dont 50% de femmes, ont été formés à l'utilisation des nouveaux services digitaux développés.

Le PNUD a également appuyé la mise en place d'une base de données centralisée pour les contribuables gérée par le **Guichet Unique de Formalités des Entreprises (GUFÉ)**. Cette solution numérique permet de réduire les délais d'accomplissement des formalités des entreprises (création, modification, dissolution). L'application GUFÉ est complémentaire à l'application E-tax qui permet l'enregistrement des entreprises au niveau des impôts; 2597 contribuables ont été immatriculés sur E-Tax en 2024. Toujours dans le cadre de l'appui au GUFÉ, le PNUD a accompagné l'installation et l'opérationnalisation de l'antenne déconcentrée du GUFÉ à Bambari avec un bâtiment réhabilité et entièrement équipé par des moyens adéquats (mobilier, fournitures, moyens roulant, panneaux solaires), pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat local.

Renforcement de l'État de droit

Dans le cadre de son appui au renforcement de l'État de droit, le PNUD, en collaboration avec la MINUSCA, s'est focalisé sur la Justice transitionnelle, le fonctionnement des juridictions ordinaires et la réforme du secteur de la sécurité.

Dans le cadre de la justice transitionnelle, l'appui technique et financier du PNUD a permis d'enregistrer des progrès notables dans la lutte contre l'impunité des crimes graves commis en RCA depuis la crise de 2013. Avec six dossiers majeurs bouclés au niveau de l'instruction, la Cour pénale spéciale (CPS) a rendu son verdict dans l'affaire dite « **Ndele 1** » le 13 décembre 2024, mettant ainsi un terme au deuxième procès organisé par la Cour depuis sa création en 2015. La conclusion de cette affaire a été suivie par l'ouverture d'un troisième procès, dit « **Ndele 2** » le 17 décembre 2024. En outre, grâce à l'appui du PNUD, des réparations financières ont été payées aux victimes des massacres de Paoua en août 2024, à 9 parties civiles, victimes directes des crimes commis, parmi lesquelles 5 victimes de violences sexuelles et 32 familles. De plus, le soutien aux victimes et à la défense a également bénéficié

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

GOVERNANCE ET RESTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT

à 15 victimes à travers l'assistance d'un avocat et à 48 détenus avec une prise en charge médicale. Au total, **21 enquêtes** dont 6 avec constitution de parties civiles ont été clôturées par la CPS en 2024. Ces progrès constituent une réponse à l'impatience des victimes, des populations et d'autres parties prenantes de voir les responsables des crimes répondre de leurs actes. Par ailleurs, les conditions de détention ont été améliorées à travers la construction, la remise aux autorités et la mise en fonction d'une annexe de la prison de Ngaragba équipée d'installations nécessaires répondant aux normes internationales, avec des espaces adaptés à la sécurisation des détenus.

Dans le domaine de la justice ordinaire, le PNUD a continué son assistance au fonctionnement des juridictions notamment, à travers la formation, les enquêtes et poursuites y compris dans le cadre des VBG et l'appui aux procès. Le PNUD a également apporté un soutien à l'organisation et au suivi de 05 sessions criminelles des Cours d'appels de Bangui, Bouar et Bambari. Par ailleurs, les capacités des 11 commissaires de la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparations (CVJRR) ont été renforcées et des outils indispensables à l'opérationnalisation de la commission ont été mis à disposition (formulaires de prise de décision et de saisine, recueil des témoignages et élaboration du mapping des graves violations). Les capacités techniques et opérationnelles de 45 employés de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) ont été renforcées (fiche d'identification des victimes de traite des personnes, fiche unique de référencement, outils de rapportage et de collecte des données). Au total **2 254 personnes soutenues** par le PNUD à travers l'UMIRR, dont 96% de femmes, ont eu accès à la justice en 2024. Au total 2185 cas de VSBG, y compris de violences sexuelles liées au conflit, ont été traités et jugés.

En matière de réforme du secteur de la sécurité, des questions liées à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement des capacités techniques et opérationnelles ont été privilégiées. Il s'agit en particulier de l'élaboration et de la validation du code d'éthique et de police nationale en septembre 2024, suivi de la formation de 12 formateurs de la police nationale sur ces outils. Les instruments de gouvernance et de redevabilité du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP) ont été étoffés et améliorés à

travers la validation de 02 textes réglementaires notamment, le Règlement de discipline générale (RDG) et le code d'éthique et de déontologie de la Police nationale (02 décrets adoptés le 23 août 2024).

Le PNUD a apporté un appui financier aux missions d'inspection des forces de sécurité intérieure par les 02 inspections générales de la police et de la gendarmerie dans les villes de Birao, Mobaye, Bocaranga, Batangafo, Gamboula et Zinga. Le PNUD a également procédé à la réhabilitation de 02 bâtiments des forces de sécurité intérieure (FSI); à savoir 01 Commissariat de Police et 01 Brigade de la Gendarmerie à Batangafo. Afin de renforcer la mobilité et l'opérationnalité des FSI, 10 véhicules pick-up ont été remis au MISP et 05 stations radios VHF installées dans les villes de Birao, Gamboula, Bocaranga et Mobaye. Dans le cadre du renforcement des capacités, le PNUD a facilité la formation de 20 formateurs et 16 agents des FSI outillés en Police de proximité ; et **53 cadres officiers et commissaires de la Police nationale centrafricaine** ont été formés sur 06 modules d'intérêt pour optimiser leurs potentiels.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

2 254 personnes soutenues, dont 96% de femmes ont eu accès à la justice.



01 verdict de procès rendu « Ndele 1 » et 06 dossiers majeurs ont été bouclés au niveau de l'instruction par la CPS.



53 cadres officiers et commissaires de la Police nationale ont été formés sur divers modules de sécurité publique.



02 bâtiments des forces de sécurité intérieure (FSI) ont été réhabilités ; 01 Commissariat de Police et 01 Brigade de Gendarmerie.

10 véhicules pick-up remis au MISP up et 5 stations radios VHF installées.



Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

GOVERNANCE ET RESTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT

Quelques moments clés en photos



Élections : séance d'information avec les partenaires de la RCA au siège des Nations Unies à New York avec Mme Ahunna Eziakonwa, directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et M. Hervé Ndoba, Ministre des Finances et du Budget de la RCA. Objectif : la mobilisation de l'appui des partenaires aux prochaines élections locales.



Élections : signature d'un accord de financement de 2 millions € entre l'Union Européenne et le PNUD. 1ère contribution en 2024 au basket fund pour les élections locales en RCA.



Élections : signature d'un accord de financement de 1,34 M \$ entre la MINUSCA et le PNUD. Un appui de la MINUSCA au basket fund des élections locales en RCA pour la révision du fichier électoral.



Sécurité : remise de 10 véhicules au Ministère de l'Intérieur. Objectif : renforcer les capacités opérationnelles et faciliter le travail essentiel des forces de sécurité pour le bien-être des citoyens centrafricains. Valeur globale de l'appui : environ 409 000 dollars américains financé par le Bureau américain pour le Trafic de drogue international et le Respect des lois (INL).



Élections : contribution de 250 millions de FCFA du Cameroun pour soutenir l'organisation des élections locales en RCA.



Digitalisation : signature d'un accord de financement de 1 600 000 dollars américains octroyés par le PNUD au Ministère des Finances et du Budget. Objectif : accroître la mobilisation de ressources internes à travers la digitalisation. Le projet soutient également la mise en œuvre de la collecte de la taxe carbone.



Gouvernance : inauguration par de la toute première antenne déconcentrée du Guichet Unique de Formalité des Entreprises par M. Aurélien Simplicie Zingas Kongbelet, Ministre d'État chargé de l'Éducation Nationale. Le GUFÉ de bambari permet aux entrepreneurs de la région centre de la RCA, de gagner du temps et de réduire les coûts associés à la création d'entreprise. La cérémonie d'inauguration du GUFÉ de Bambari a aussi été l'occasion de la remise d'engins roulants (motos & vélos) destinés à faciliter la mobilité du personnel.



Justice : 01 verdict de procès rendu dans l'affaire « Ndele 1 » et 06 dossiers majeurs ont été bouclés au niveau de l'instruction par la Cour Pénale Spéciale.



Sécurité : le PNUD et la MINUSCA, sur financement du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, appuient la formulation du Règlement de Disciple Générale de la Police Centrafricaine.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



Photos 1, 2 & 3 : dialogue de haut niveau sur le financement climatique et la protection de la riche biodiversité et des forêts centrafricaines. La RCA et ses partenaires tels que CAFI, le PNUD, l'Ambassade de Norvège, travaillent à débloquer les revenus du marché carbone et le développement durable en RCA.

Dans le domaine de l'Environnement et du Changement climatique, l'intervention du PNUD a d'abord permis de renforcer les cadres institutionnels pour la gouvernance du secteur. Le PNUD a de ce fait appuyé le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) pour la création du Fonds National pour la lutte contre le Changement Climatique en RCA (FONACAR) qui entre dans sa phase opérationnelle en 2024. Ce Fonds a pour vocation de permettre au gouvernement et ses partenaires d'attirer des investissements privés pour la création d'entreprises et d'emplois grâce à une gestion durable de l'eau, des forêts et des sols, et pour promouvoir la biodiversité et les solutions climatiques. De plus, 03 nouvelles politiques ont été mises en place pour permettre à la RCA de respecter ses engagements en matière de changement climatique, notamment le Plan d'action de la CDN et sa feuille de route, la Politique Nationale du Développement du Tourisme (PNDT) et la Stratégie Nationale de Développement à faible émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS).

Par ailleurs, le plaidoyer mené par le PNUD sous le leadership du ministère de l'Environnement et du ministère des Finances a permis de relancer le dialogue entre le gouvernement et CAFI (Central African Forest Initiative) qui a octroyé à la RCA un fonds d'assistance préparatoire de \$600 000, géré par le PNUD. Ces fonds ont permis de renforcer les capacités institutionnelles du gouvernement à gérer le financement plus conséquent de \$10 millions qui seront décaissés par CAFI à la RCA en 2025, pour le financement de projets structurants dans le domaine de la préservation de la forêt, avec le PNUD comme agence d'exécution et agence fiduciaire. Les fonds préparatoires ont servi à la mise en œuvre d'activités préliminaires, y compris le lancement de la production de documents clés telle que la stratégie de mobilisation du financement climatique, de même que l'organisation en Octobre du dialogue de haut niveau sur l'Afforestation, la Biodiversité et la Finance climatique en RCA.

En outre, les interventions dans le cadre de la préservation des ressources naturelles ont permis l'amélioration de la gestion et de la conservation de la

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

biodiversité et le développement de l'écotourisme sur 12,20 ha dans les aires protégées de Dzanga Sangha au sud-ouest de la RCA. À travers ces interventions, 6737 personnes de la communautés indigènes Ba Aka et Dzanga Sangha dont 4737 femmes ont bénéficié directement des mécanismes en faveur de la biodiversité et de l'écotourisme.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

6737

personnes dont 4737 femmes ont bénéficié directement des mécanismes en faveur de la biodiversité et de l'écotourisme.



Mise en œuvre de l'assistance préparatoire CAFI.



Création et Opérationnalisation du Fonds National pour la lutte contre le Changement Climatique en RCA (FONACAR).



03 nouvelles politiques ont été mises en place pour permettre à la RCA de respecter ses engagements en matière de changement climatique.



12,20 ha dans les aires protégées soutenus pour bénéficier de la conservation de la Biodiversité et le développement de l'écotourisme.

Témoignage de bénéficiaire

L'histoire de Prisca : préserver la tradition et la biodiversité en tant que femme BaAka au cœur du forêt en République centrafricaine



Au cœur de la réserve de Dzanga-Sangha, en RCA, vit Prisca, une femme indigène BaAka de 28 ans. Membre de l'une des dernières tribus de chasseurs-cueilleurs, Prisca se consacre à la préservation des traditions ancestrales de sa communauté, tout en embrassant la modernité. S'appuyant sur son lien inné avec la nature, le peuple BaAka a développé des coutumes particulières qui protègent la biodiversité.

À travers ses interventions, le PNUD soutient l'association de jeunes BaAka et Sangha- Sangha, avec un programme de formation sur mesure qui permet au peuple BaAka de transformer ses activités traditionnelles en opportunités génératrices de revenus durables en créant des activités d'écotourisme. Cet engagement aide les communautés indigènes à briser les cycles de pauvreté et à préserver leur identité culturelle.

Les mots de **Prisca** reflètent l'impact du soutien du PNUD : « *Le PNUD nous aide à préserver la nature, notre culture et nos traditions. Nous voulons nous adapter à la nouveauté tout en conservant nos valeurs* ». En donnant aux femmes autochtones les moyens de promouvoir des moyens de subsistance durables, le PNUD ouvre des perspectives économiques et soutient un développement respectueux de l'environnement en RCA.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Quelques moments clés en photos



signature d'un accord de financement de 315 000 dollars américains octroyés par le PNUD au Ministère de l'Environnement et du Développement durable. Objectif : renforcement des capacités opérationnelles du Ministère et appui à l'opérationnalisation du Fonds Climat de la RCA (FONACAR).



Le PNUD appuie la RCA pour la formulation de sa stratégie de développement à long terme et à faibles émissions de gaz à effet de serre (LT-LEDS).



Remise d'équipements informatiques à plusieurs organisations non gouvernementales œuvrant pour la lutte contre le changement climatique en RCA. Objectif : appui au fonctionnement de ces ONG et leur permettre d'avoir des outils de gestion de leurs bases de données.



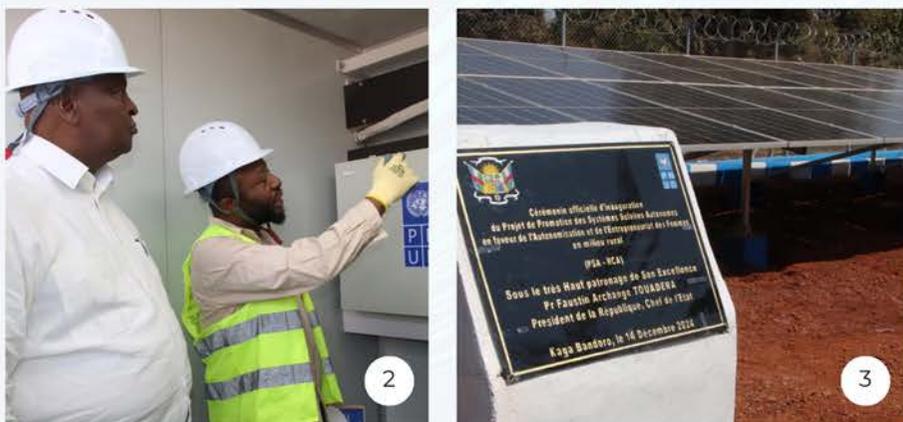
Dialogue entre le Gouvernement de la RCA et Central African Forest Initiative (CAFI), présidé par le premier Ministre de la RCA SE M. Félix Moloua, avec l'appui du PNUD. Discussions sur l'initiative de protection des Forêts et de la Biodiversité en RCA.



Appui institutionnel du PNUD au Ministère de l'Environnement et du Développement durable : remise d'un moyen roulant et d'équipements pour renforcer ses capacités opérationnelles et faciliter la mise en œuvre de ses activités notamment la mise en œuvre de la CDN pour la lutte contre le changement climatique et d'autres projets Environnement.



ÉNERGIE



Photos 1, 2 & 3 : Inauguration par le Président de la RCA, à Kaga Bandoro (centre RCA) de 2 mini-centrales, lampadaires, forages & équipements solaires pour soutenir les activités économiques de 250 femmes réunies en groupements. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet "Promotion des Systèmes Solaires Autonomes" (PSA-RCA), piloté par le PNUD en collaboration avec le Gouvernement centrafricain et qui vise à transformer les communautés rurales et accélérer leur développement grâce à l'énergie solaire.

En matière de transition énergétique, le PNUD est engagé dans un vaste programme de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables pour aider le gouvernement à faciliter l'accès à l'énergie propre. Plus concrètement en 2024, les interventions du PNUD sont concentrées sur la promotion des énergies nouvelles et renouvelables notamment à travers l'hydroélectricité et l'énergie solaire.

En ce qui concerne l'hydroélectricité, le PNUD a poursuivi son appui au Gouvernement en lançant le processus de construction de la Petite Centrale Hydroélectrique (PCH) de Gamboula d'une puissance installée de 300 kW. La construction a démarré en avril 2024 avec les travaux de génie civil et hydromécanique ; qui seront suivis par les travaux électromécaniques et ceux relatifs à l'évacuation de l'énergie.

Dans le domaine de l'énergie solaire, 05 mini centrales photovoltaïques de 25 kW chacune financées par le PNUD ont été installées à Kaga Bandoro et à Ndélé, dans les lieux de production d'AGRs pour les femmes. Ces activités ont contribué à l'autonomisation économique de 1 737 femmes issues de 08 groupements, en facilitant la transformation et la valorisation des productions agricoles locales à travers la stimulation des AGR, la fourniture en équipements et machines utilisables avec l'énergie solaire, et le renforcement de leurs capacités.

Le PNUD a également appuyé l'installation de et 88 lampadaires pour l'éclairage public dans les 02 localités bénéficiant à plus de 6 000 ménages, et créant ainsi les conditions de la relance des activités économiques au-delà du crépuscule dans les secteurs productifs, soutenant le développement du tourisme, la lutte contre la criminalité et d'autres problèmes de sécurité qui affectent la qualité de vie des populations vivant dans ces zones rurales. Des rues bien éclairées encouragent le commerce de nuit et permet de stimuler l'économie locale en créant des opportunités d'emploi. De plus, la disponibilité de l'éclairage permet une amélioration des performances scolaires et la réduction des Gaz à effet de serre autrefois émis par suite d'utilisation des sources traditionnelles et polluantes (piles, lampions à pétrole, groupes électrogènes, etc.).

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

ÉNERGIE

L'intervention du PNUD a également permis d'électrifier 02 locaux administratifs : la Préfecture de Ndélé et la Sous-préfecture de Kaga Bandoro, soutenant ainsi les efforts de décentralisation et de redéploiement de l'administration publique sur le territoire national.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

1737

femmes dotées en équipements et machines utilisables avec l'énergie solaires pour stimuler le développement des AGR.



05 mini centrales photovoltaïques de 25 kW chacune ont été installées dans 02 localités.



88 lampadaires pour l'éclairage public dans 02 localités bénéficiant à plus de 6 000 ménages.



02 locaux administratifs électrifiés à l'énergie solaire.

Les travaux de construction d'01 Petite Centrale Hydroélectrique d'une puissance installée de 300 kW ont été lancés.



Témoignage de bénéficiaire

Kpakpa : De l'obscurité à la lumière - La résilience d'une veuve de Kaga Bandoro grâce à l'énergie solaire



Elisabeth Kpakpa est assise au milieu d'un cercle de femmes, dont les visages rayonnent d'espoir et de joie. Fondatrice d'une association de femmes à Kaga Bandoro, en République centrafricaine.

En 2007, **Kpakpa** a perdu son mari à Bangui pendant le conflit et s'est installée à Kaga-Bandoro avec ses huit enfants. Déterminée à subvenir à leurs besoins, elle a commencé à cultiver des arachides et d'autres produits, puis a constitué une organisation de 05 femmes en vue d'améliorer leurs moyens de subsistance grâce à l'agriculture collective et à l'épargne. Par la suite, l'organisation s'est agrandie à 30 personnes avec **Kpakpa** comme dirigeante.

Le PNUD les a équipées de lampes solaires et de points d'eau, de machines pour la culture des arachides et de machines à coudre.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

ÉNERGIE

Ces femmes - pour la plupart des veuves - ont mis en place une stratégie d'épargne, mettant en commun leurs ressources pour se soutenir mutuellement. Elles partagent leurs connaissances, leurs compétences et leurs encouragements.

Les **solutions solaires du PNUD** ont renforcé leur autonomie. Les machines et les lampes ont permis d'augmenter la production d'arachides, de réduire la main d'œuvre et de prolonger les heures d'ouverture du marché. Mais l'impact va au-delà des chiffres, « Nous pouvons maintenant nourrir régulièrement nos enfants, nous avons retrouvé notre dignité », déclare un membre. Une autre femme déclare : « Je peux payer les frais de scolarité de mes enfants. Ils auront un avenir plus prometteur ». Un troisième membre ajoute : « Les lampes solaires ont réduit la criminalité dans notre communauté. Nous nous sentons plus en sécurité et nous pouvons vendre plus longtemps. Au lieu de fermer à 16 heures, je peux rester ouverte jusqu'à 21 heures ».

Les yeux de Kpakpa brillent de fierté, « Nous ne nous contentons pas de survivre », dit-elle. « Nous nous épanouissons. Nous sommes des leaders, des entrepreneurs et des acteurs du changement ». Sa vision est claire : « L'énergie solaire permettra aux femmes de notre communauté de s'émanciper, d'être plus indépendantes et de réussir. Nous sommes reconnaissants au PNUD pour son soutien ».

L'histoire de Kpakpa incarne la résilience, le leadership et l'action collective. L'association des femmes brille comme un phare, inspirant l'espoir et l'autosuffisance. Le succès de ce programme pilote doit permettre au PNUD d'étendre ses initiatives en matière d'énergie solaire et ses programmes d'autonomisation économique à l'ensemble du pays, en reproduisant ce modèle transformateur pour des milliers d'autres femmes dans les zones rurales de la RCA.

Quelques moments clés en photos



Photos des réalisations du Projet PSA-RCA à Kaga Bandoro (centre RCA) et à Ndele (nord-est RCA) : 5 mini-centrales solaires de 20 Kw chacune pour alimenter les zones stratégiques, notamment les marchés et espaces communautaires ; 132 lampadaires solaires pour améliorer l'éclairage public et renforcer la sécurité des habitants ; 8 forages équipés de pompes solaires pour garantir un accès à l'eau potable ; Des équipements pour les Activités Génératrices de Revenus (AGRs), tels que des machines à coudre, des décortiqueuses, des presses à huile et des kits informatiques, spécialement destinés aux groupements de femmes.

Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

ÉGALITÉ DE GENRE



Le projet conjoint PNUD - ONU Femmes sur les Défenseuses des Droits Humains, soutenu par UNPBF, vise à renforcer les capacités des OSC dirigées par des femmes et des jeunes afin qu'elles puissent pleinement jouer leur rôle dans la promotion et la protection des droits humains, et s'inscrire durablement dans les initiatives de consolidation de la paix.



Le PNUD a appuyé les femmes parlementaires et les OSC féminines pour les travaux de réécriture du Projet de Loi portant Protection des Défenseuses des Droits Humains en République Centrafricaine.



Rencontre entre l'unité Genre du PNUD et Mme Marthe Kirimat, Ministre de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Discussions sur les initiatives et le renforcement de la coordination en matière de promotion du genre.



Travaux de formulation du Manuel de Gestion de la Maison de la Femme de Mbaiki construite et équipée par le PNUD : un espace pour la formation, l'apprentissage des métiers, l'alphabétisation, l'écoute/orientation des victimes de VBG et le renforcement de la cohésion sociale pour les femmes de la Lobaye (sud-ouest RCA).

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

930

défenseur-e-s des droits humains dont 90% des femmes ont bénéficié d'appui pour les AGR.



01 projet de loi portant protection des défenseur-e-s des droits humains a été examiné et adopté.



07 nouveaux partenariats ont été tissés pour promouvoir l'égalité des sexes.



05 réseaux des défenseuses des droits humains et 07 OSC ont été dotés des kits de communication et visibilité.



01 système d'alerte précoce est opérationnel et accessible aux défenseur-e-s des droits humains.



56 OSC et réseaux des défenseuses des droits humains ont bénéficié du renforcement des capacités institutionnelles.

La question de l'égalité de Genre au cœur des interventions du PNUD en 2024 a été traitée de manière transversale à travers les sections précédentes. La présente section vient renforcer le positionnement stratégique et l'appui du PNUD au niveau institutionnel sur cette question, et exposer sur les partenariats développés.

07 partenariats importants ont été développés en 2024 pour promouvoir le rôle moteur des femmes, leur participation et l'égalité des sexes. Il s'agit premièrement de l'appui technique et financier au Ministère en charge de la promotion du Genre, qui a permis la validation de la proposition de loi portant révision Code de la Famille par le Conseil économique et social avant sa soumission à l'Assemblée nationale pour examen.

Le second type de partenariat a été développé avec les organisations de la société civile, notamment avec le Forum des Femmes Parlementaires. 05 rencontres de plaidoyer en faveur du projet de loi portant protection des défenseur-e-s des droits humains ont été organisées avec le Forum des Femmes Parlementaires et le Réseau des ONG de Promotion et Défense des Droits de l'Homme en RCA (RONGDH) à l'endroit des organisations de la société civile (OSC) travaillant pour les droits humains, des parlementaires, des présidents des différentes commissions et des membres de la commission textes et lois. Ce projet de loi a été examiné et adopté par l'Assemblée nationale le 27 décembre 2024.

Par ailleurs, 56 OSC et réseaux des défenseuses des droits humains ont participé à un programme de renforcement des capacités institutionnelles dans les zones de Bangui, Bouar, Bambari, Berberati et Nola, financé par le PNUD. La mission a consisté notamment à : mener des audits organisationnels des organisations et réseaux des femmes, développer des plans d'actions de renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des changements institutionnels de ces organisations ; et enfin d'élaborer le guide de renforcement des capacités institutionnelles des réseaux des femmes défenseuses des droits humains en RCA. Au 31 décembre 2024, plus de 33 OSC formés ont pu finaliser leurs manuels des procédures administratives et financières, les politiques d'EAS et autres documents.

Le soutien du PNUD aux réseaux des femmes **défenseuses des droits humains** (DDH) a permis de renforcer la participation des organisations et réseaux de femmes défenseuses des droits humains dans les sphères de discussions institutionnelles, soutenue par un environnement favorable au respect des droits humains et une meilleure gestion des organisations. 05 réseaux des défenseuses des droits humains ainsi que 07 autres organisations de la société civile œuvrant dans les zones de Bangui, Bambari, Bouar, Berberati et Nola et faisant partie de la chaîne de communication et d'alerte précoce contre les violations des droits humains ont été dotés des kits de communication et visibilité. Le système d'alerte précoce est opérationnel et accessible aux défenseuses; 108 cas ont été signalés via le système à Bouar ; 32 cas à Nola ; 82 cas à Bambari et des mesures de suivi sont en cours avec les services d'aide juridique et judiciaire opérationnels dans la zone.

Aussi, pour lever les obstacles pouvant empêcher les défenseuses de se consacrer à la promotion et défenses des droits humains, ainsi que leur permettre d'autofinancer leurs actions de sensibilisations, formations sur terrain, 36 groupements à Berberati et à Nola, soit **930 personnes bénéficiaires** directes dont 90% des femmes ont été appuyés pour stimuler les AGR.

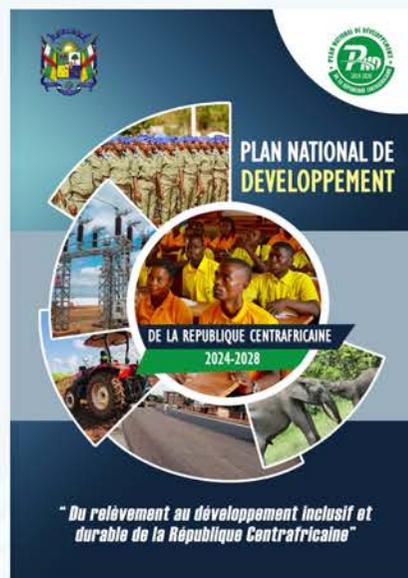
POLITIQUE ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le Plan National de Développement (PND RCA 2024-2028)

L'approche intégrée et multidimensionnelle adoptée par le PNUD en RCA constitue une démonstration claire de son rôle en tant que catalyseur du développement durable dans un contexte fragile. En s'attaquant simultanément aux enjeux de gouvernance, d'accès aux services de base, de durabilité environnementale et de croissance inclusive en 2024, le PNUD a jeté les bases d'une transition socio-économique alignée sur le PND et l'Agenda 2030.

Les progrès accomplis ces dernières années, notamment en termes de

stabilisation et de consolidation de la paix et de la cohésion sociale, ont permis au PNUD de se positionner comme lead des partenaires pour la formulation du PND RCA 2024-2028, à la demande du Gouvernement. Premier du genre depuis la crise de 2013, le PND assure la transition de l'humanitaire vers un développement inclusif et durable, gage de transformation structurelle en RCA. Dans cette optique, le PNUD a assuré le Secrétariat Technique pour l'élaboration du PND structuré autour 5 axes : 1) Renforcement de la sécurité et promotion de la bonne gouvernance et de l'État de droit; 2) Développement du capital humain et accès équitable des populations aux services sociaux de base de qualité; 3) Développement des infrastructures résilientes et durables; 4) Amélioration substantielle de la production et le développement des chaînes de valeurs; 5) Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique.



Le Plan National de Développement 2024-2028 a été validé le 13 septembre 2024 avec l'appui technique et financier du PNUD. Il est le fruit d'un long processus de consultation et de collaboration entre le Gouvernement, les PTF, le Secteur privé, la Société civile y compris les populations à la base. Le PNUD a également été le gestionnaire du Basket Fund mis en place par le Gouvernement pour soutenir le processus d'élaboration du Plan. A travers son rôle d'intégrateur auprès des autres agences du système des Nations Unies, le PNUD a facilité la mobilisation des ressources nécessaires pour accompagner ce processus.

Dans la perspective de la continuité de l'action, le PNUD a été sollicité par le Gouvernement pour appuyer la mobilisation des financements nécessaires à la mise en œuvre du PND, en particulier à travers l'organisation d'une Table Ronde des PTFs en 2025 autour des projets prioritaires, qui est déjà en préparation.

La Stratégie nationale des solutions durables 2024-2028



Le lancement de la Stratégie nationale des solutions durables le 26 juillet 2024 par le ministère de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale en collaboration avec le PNUD, le UNHCR, l'OIM et l'OCHA, marque une étape cruciale dans le renforcement de la protection sociale en RCA. Cette stratégie (2024-2028) vise à répondre aux besoins urgents des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des rapatriés, qui sont confrontés à des risques importants, notamment la pauvreté, le manque d'accès aux services de base, l'insécurité et l'exclusion sociale. En donnant la priorité à la réintégration

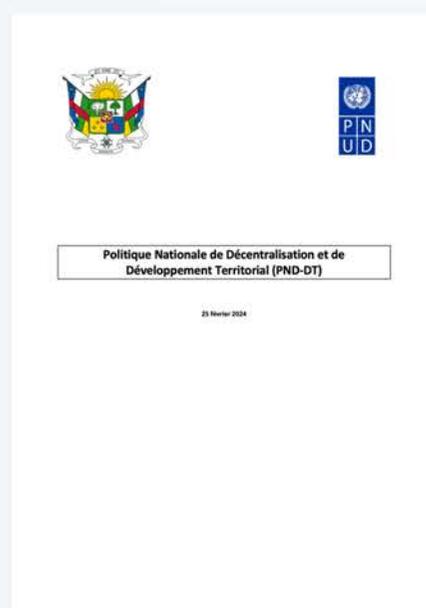
Les principales réalisations et impact des interventions en 2024

POLITIQUE ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

durable et à la résilience des communautés, la stratégie fournit un cadre qui permet non seulement de répondre aux vulnérabilités immédiates, mais aussi de construire des réseaux de protection sociale à long terme pour soutenir la stabilité et la sécurité.

Le PNUD qui assure la co-présidence du **Groupe de Travail Solutions Durables** a joué un rôle déterminant dans le processus d'élaboration de cette Stratégie à travers la coordination des différents acteurs et parties prenantes au niveau national. Le PNUD a déployé un expert qui a efficacement contribué à la rédaction de la Stratégie, renforçant ainsi son rôle dans le conseil stratégique au gouvernement et son positionnement dans des domaines et des thématiques-clés du développement durable. Le PNUD a également apporté un appui financier à la production et reproduction du Document de Stratégie.

La Politique Nationale de Décentralisation et du Développement Territorial (PNDDT)



Dans le domaine du développement local, le PNUD a accompagné le Gouvernement dans la formulation du Document de politique nationale de décentralisation et du développement territorial (PNDDT) qui offre un socle institutionnel solide pour la décentralisation effective et la relance du développement local. Le PNUD appuiera à cet effet la réalisation des plans de développement locaux à travers son **Programme Décentralisation et Développement Local** en cours formulation. La restauration de l'autorité de l'Etat est de plus en plus effective avec le redéploiement de tous les services déconcentrés.

A présent, les fonctionnaires et agents de l'Etat de tous les Ministères représentés en provinces sont dans la quasi-totalité à leurs postes d'affectation.

07 Gouverneurs, 20 préfets et 83 sous-préfets ont été nommés, déployés et ont pris fonction dans leurs territoires de commandement.

Le Document de politique nationale de décentralisation et du développement territorial officiellement a été remis au Président de la République en avril 2024 et approuvé par un décret présidentiel du 22 juillet 2024. Il offre un socle institutionnel solide pour la décentralisation effective et la relance du développement local ; le PNUD appuie à cet effet la réalisation des **plans de développement locaux**.

Le Rapport National sur le Développement Humain 2023 (RNDH 2023)

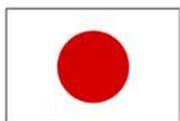
Le PNUD a accompagné l'élaboration du RNDH 2023 ayant pour thème « de l'Humanitaire à la relance de Développement en République Centrafricaine », et qui a été validé en Novembre 2024 sous le leadership du Gouvernement et en présence de l'ensemble des parties prenantes nationales. Le processus d'élaboration de ce rapport indépendant, financé par le PNUD, a été consultatif et inclusif en ce sens qu'il a regroupé les acteurs étatiques, ceux de la société civile, du secteur privé, du monde académique, des PTF, etc. Des groupes consultatifs sur des bases thématiques ont été constitués et ont animé et enrichi les échanges lors des cafés-débats organisés à cet effet.



La validation de ce rapport intervient à point nommé, au moment où la RCA vient de lancer son **Plan National de Développement 2024-2028** qui marque un tournant dans la trajectoire de croissance du pays vers un développement inclusif et durable, et en ne perdant pas de vue les besoins de l'urgence humanitaire. Le RNDH pose les fondements méthodologiques du triptyque humanitaire/ Développement/ Paix et le passage à l'approche Nexus.

PARTENARIATS ET RESSOURCES

Ils nous ont fait confiance en 2024.



Merci!

Montant des contributions reçues en 2024 par Partenaires

En termes de mobilisation de ressources, en 2024 le bureau a mobilisé auprès des différents partenaires un montant total de \$ 27 055 618, comparée à une cible annuelle s'élevant à \$ 24 077 875 ; soit un taux d'achèvement de 112%. Les principaux donateurs du PNUD en 2024 incluent : la RCA, l'Union Européenne, La Banque Africaine de Développement, les États Unies, la France, le Cameroun, le Japon, la République de Corée, le Canada, l'Angleterre, les Pays-Bas, le GEF, les Agences des Nations Unies, le MPTF, le Funding Windows.

Dépenses

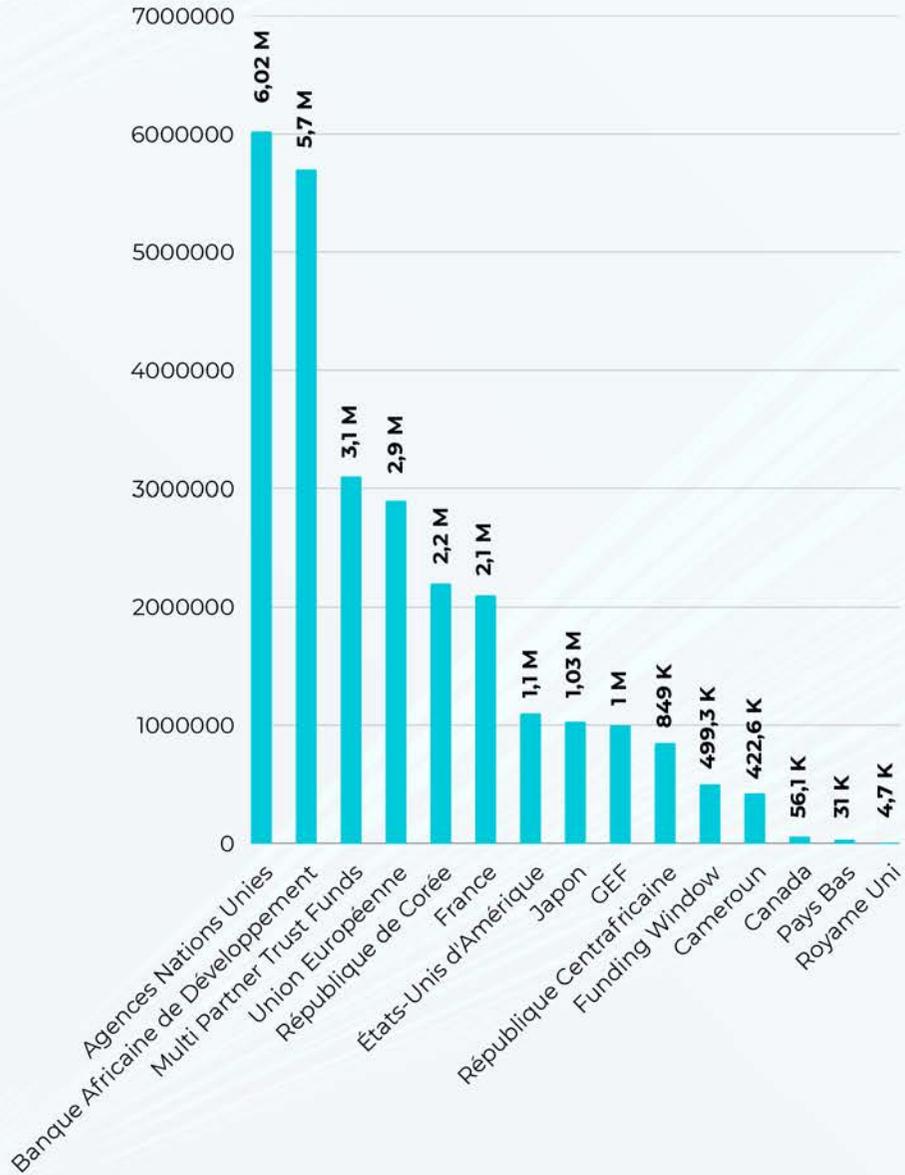
En 2024, le Programme-Pays a été exécuté à 103%, soit un montant de \$ 33 391 035 pour une cible annuelle de de \$ 32 353 409. Sur le total des ressources exécutées en 2024, les ressources propres du PNUD s'élevaient à \$9.2 millions, soit 28%. La contribution des PTFs bilatéraux et multilatéraux (sans l'UE) était de 16.06 millions, soit 48%, tandis que le Gouvernement a contribué au portefeuille à hauteur \$4.2 millions, soit 13%. La contribution de l'UE était à \$2.4 millions. En termes des postes de dépenses clés, 55% des dépenses du portefeuille ont été dédiées à l'amélioration de la gouvernance et l'état de droit, tandis que 20% ont été orientées vers la poursuite de efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.

Performances globales

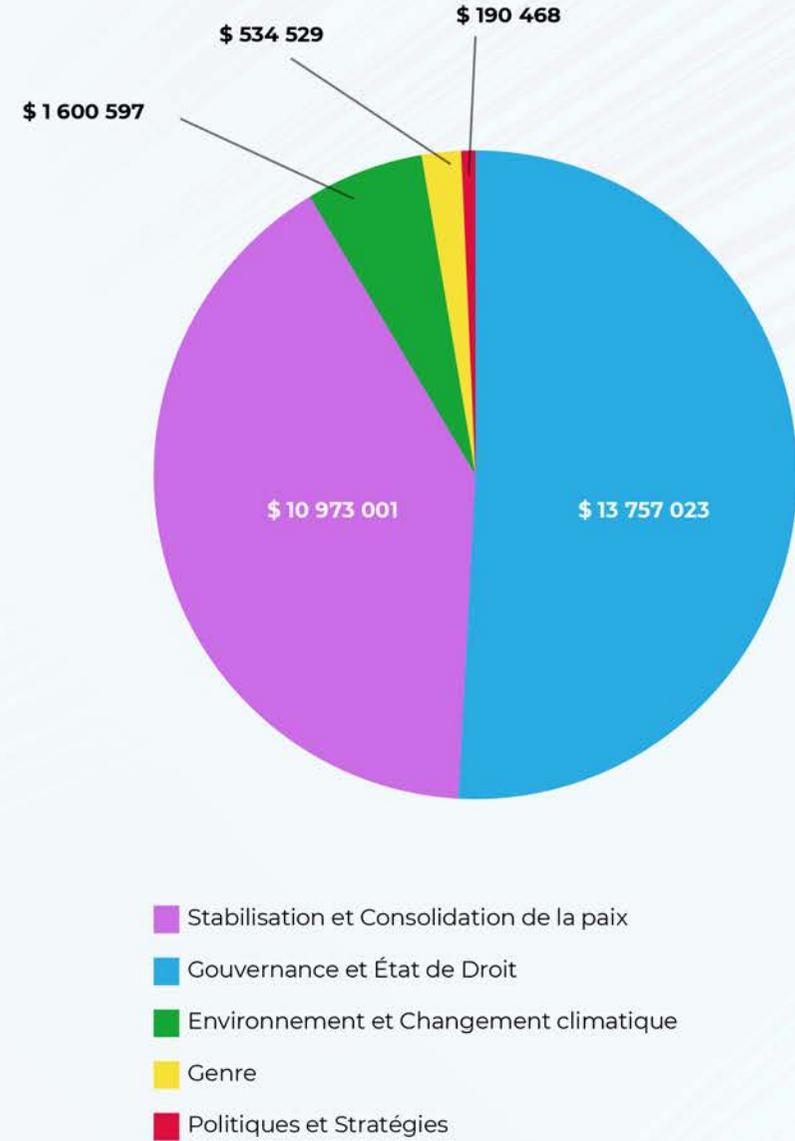
Globalement, en 2024, le PNUD en RCA a obtenu des résultats satisfaisants tant au niveau de la performance du Portefeuille que de la conformité du système de gouvernance et de management avec les règles et procédures de gestion efficace du PNUD. Les principaux indicateurs de performance sont restés au vert sur tout le long de l'année. Par ailleurs, le bureau pays a été soumis à 2 exercices d'audit d'indépendants – un audit des partenaires d'exécution (audit NIM) et un audit du fonctionnement de tout le système des Opérations et du Programme (audit OAI). L'audit NIM s'est soldé par un rating "Satisfactory", tandis que l'audit OAI a produit un rating "Satisfactory – some improvements needed".

PARTENARIATS ET RESSOURCES

Montant des contributions reçues en 2024 par Partenaires

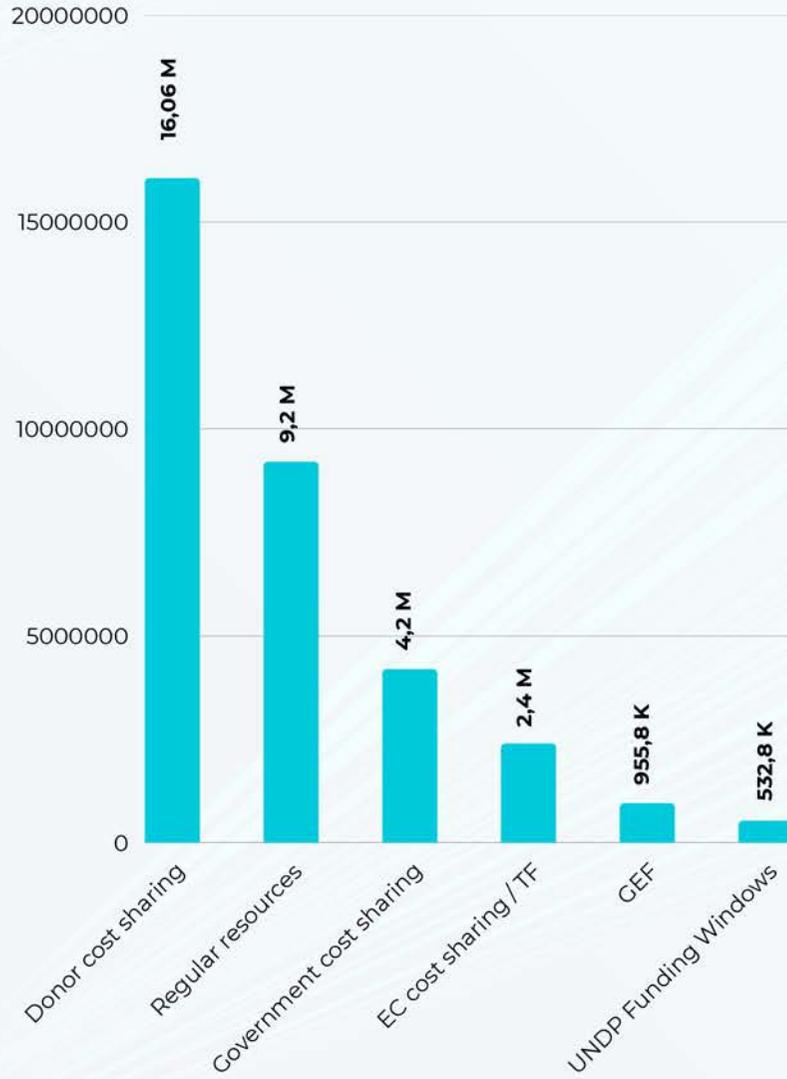


Montant des contributions reçues en 2024 par domaines d'intervention

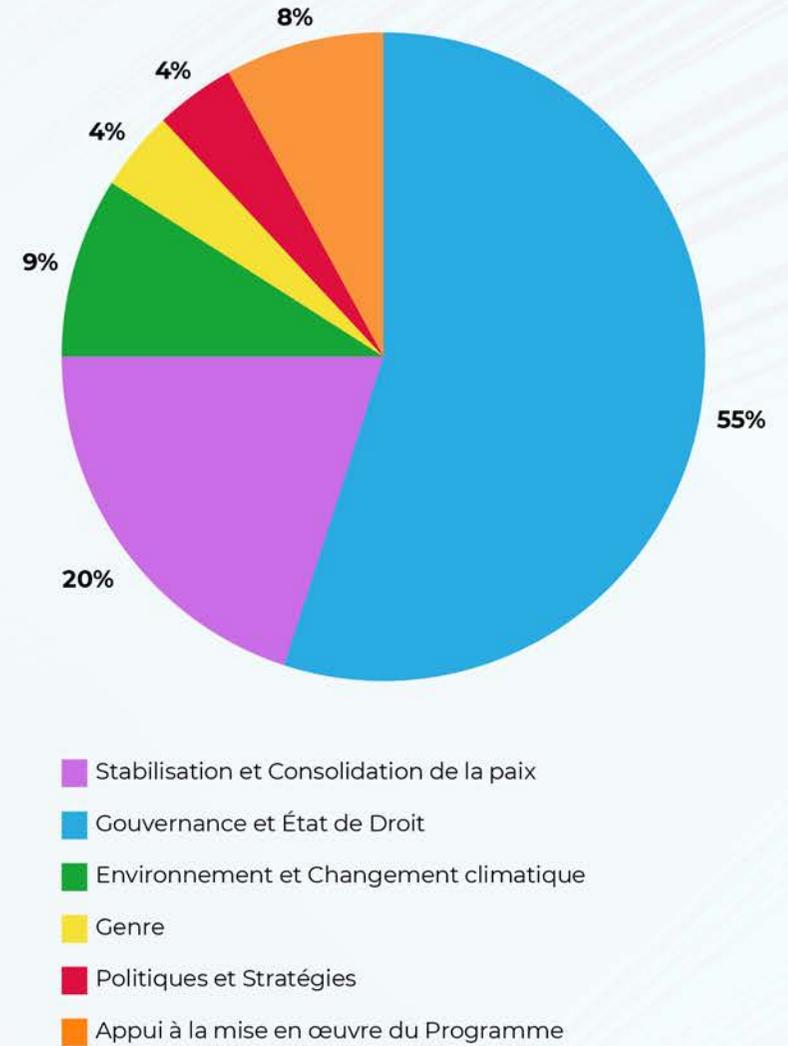


PARTENARIAT ET RESSOURCES

Montant des ressources exécutées en 2024 par Partenaires



Montant des ressources exécutées en 2024 par domaines d'intervention



Distribution géographique des partenaires soutenant les projets du PNUD en RCA 2024



Légende (par ordre alphabétique)

-  Banque Africaine de Développement
-  Cameroun
-  Canada
-  Fonds pour l'environnement mondial (FEM) / Global Environment Facility (GEF)
-  France
-  Gouvernement de la RCA
-  Gouvernement du Japon

-  Internal Displacement Solutions Fund
-  Italie
-  KOICA
-  MINUSCA
-  Programme des Nations unies pour le Développement
-  UNDP Funding Windows
-  Union européenne
-  UNPBF - Fonds des Nations unies pour la Consolidation de la Paix
-  U.S. Department of State: Bureau of Intl Narcotics & Law Enforcement (INL)

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur de publication

Jean-Luc Stalon

Représentant Résident - PNUD Centrafrique

Directeur de publication adjoint

Mactar Fall

Représentant Résident Adjoint au Programme

Rédactrices en chef

Euphrasie Kouame

Team Leader - Partenariats et Assurance Qualité

Alexia Sanzey Guimondo

Analyte Chargée de Communication

Avec les contributions des membres du personnel du PNUD Centrafrique

Dominique Malo

Team Leader - Stabilisation

Lucien Toulou

Team Leader - Gouvernance et Etat de Droit

Edith Assani-Damian

Team Leader - Environnement, Énergie et Changement climatique

Youssoufa Silla

Économiste national

Nadja La Princesse Gny-Teckombi

Experte nationale en Genre et Droits humains

Conception graphique et mise en page

Alexia Sanzey Guimondo

Analyte Chargée de Communication

Crédits photos

PNUD Centrafrique / Alexia Sanzey Guimondo : pages 7, 26, 27, 28, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 49

PNUD Centrafrique / Niyi Fagbemi : couverture, pages 16, 24, 25, 26, 37, 41, 47, 49, 50

PNUD Centrafrique / Hervé Minissare : page 25

Primature RCA : page 37

Ministère de la Santé et de la Population : page 27

Impression

Nakim SARL

© PNUD Centrafrique, 2025 | Tous droits réservés.





Programme des Nations Unies pour le Développement
Avenue de l'Indépendance
B.P. 872 Bangui
République centrafricaine

- www.undp.org/fr/central-african-republic
- Twitter : @PNUD_RCA
- Facebook : PnudCentrafrique
- Youtube : @PnudCentrafrique